



Protéger les travailleurs canadiens de l'agroalimentaire et renforcer le secteur

Les tarifs du président Trump menacent l'industrie canadienne, les emplois et toute l'économie. C'est particulièrement vrai dans le secteur agroalimentaire.

Mark Carney a annoncé qu'un nouveau gouvernement libéral protégerait les travailleurs et les entreprises du secteur agroalimentaire canadien :

- Protéger l'engagement du Canada à l'égard de la gestion de l'offre et défendre les secteurs canadiens qui y sont soumis, incluant ceux des produits laitiers, de la volaille et des œufs. Cela permettra de protéger les emplois canadiens, de protéger ces segments de notre approvisionnement alimentaire des fluctuations des coûts de production et de garantir aux agriculteurs canadiens un prix minimum pour leurs produits.
- Rendre permanente l'augmentation de la protection des revenus pour les agriculteurs, de 3 à 6 millions de dollars par ferme, en cas de baisse importante des revenus due à l'impact des tarifs, des phénomènes météorologiques extrêmes et d'autres chocs externes, dans le cadre du programme Agri-stabilité.
- Renforcer nos capacités de transformation nationales, notamment dans les zones rurales et isolées, grâce à un nouveau fonds de transformation alimentaire national doté de 200 millions de dollars.
- Aider les agriculteurs, les éleveurs et les producteurs à accéder à de nouveaux marchés pour leurs produits alimentaires en investissant 30 millions de dollars supplémentaires dans le programme Agri-marketing. Cette mesure s'inscrit dans la lignée des succès récents, notamment l'ouverture de nouveaux bureaux agroalimentaires à l'étranger.
- Augmenter l'aide apportée aux agriculteurs et aux éleveurs pour l'achat de nouveaux équipements agricoles plus efficaces grâce à un supplément de 30 millions de dollars au Programme des technologies propres en agriculture. Cela aidera les agriculteurs à développer leur activité et à embaucher davantage de travailleurs, tout en réduisant les émissions.
- Doubler la limite de garantie de prêt du programme de la Loi canadienne sur les prêts agricoles, de 500 000 à 1 million de dollars, et prolonger la durée des prêts à 20 ans. Cela aidera la prochaine génération de jeunes agriculteurs à créer leur propre projet en facilitant l'achat de terres, la construction ou l'amélioration des infrastructures agricoles, l'achat ou la réparation d'équipements, etc.

UN CANADA FORT



- Travailler avec le Programme national d'alimentation scolaire du Canada et les provinces et territoires pour donner la priorité à l'achat de produits alimentaires canadiens autant que possible, dans le but de soutenir nos agriculteurs et de veiller à ce que les enfants canadiens aient accès à des aliments locaux et frais produits ici même au Canada.
- Travailler avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments pour assurer la reconnaissance mutuelle de normes de sécurité alimentaire avec des partenaires commerciaux fiables. Cela permettra de réduire les formalités administratives afin d'accélérer l'accès aux nouvelles technologies sans compromettre la santé et la sécurité.

Ces mesures s'ajoutent au milliard de dollars de prêts offerts aux agriculteurs et aux éleveurs par l'intermédiaire de Financement agricole Canada.

Faits saillants

- Le système agroalimentaire canadien emploie 2,3 millions de personnes, fournit 1 emploi sur 9 au Canada et génère 7 % de notre PIB, soit 150 milliards de dollars.
- L'agriculture primaire (exploitations agricoles, pépinières et serres) emploie 247 500 personnes et génère 31,7 milliards de dollars de PIB.
- Le Canada compte 189 874 exploitations agricoles.
 - » En 2021, il y avait 29 830 exploitations agricoles au Québec.
- Le Canada compte 9 400 exploitations laitières.
 - » Le Québec compte 4 333 exploitations laitières qui représentent 25 % des revenus agricoles du Québec (3,38 milliards de dollars).
- En 2023, le Canada a exporté près de 100 milliards de dollars de produits agricoles. 60 % de ces exportations étaient destinées aux États-Unis.